

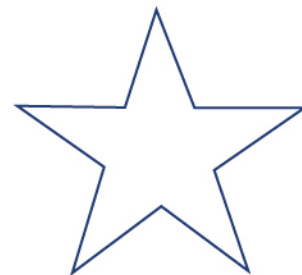
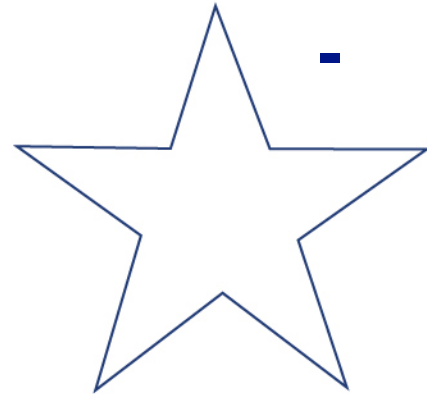
REGLEMENT

relatif à la mobilisation du fonds européen agricole
pour le développement rural (FEADER) et des aides
régionales

POUR L'AIDE A L'AMELIORATION DU POTENTIEL POLLINISATEUR DES ABEILLES - MAEC API

(sous-mesure 10.1 du PDRR)

-
2014
2020
-



Version du 23/11/2018

Programme de développement rural régional 2014-2020 des Pays de la Loire

Règlement relatif à la mobilisation du fonds européen FEADER et des aides régionales pour la mesure agroenvironnementale et climatique Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles (MAEC API) de la région Pays de la Loire - mesure 10.1

- VU** le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil, ci-après dénommé règlement cadre ;
- VU** le règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) et abrogeant le règlement (CE) no 1698/2005 du Conseil ;
- VU** le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune ;
- VU** le règlement délégué (UE) n° 480/2014 de la Commission du 3 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil susvisé ;
- VU** le règlement délégué (UE) n°640/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les conditions relatives au refus ou au retrait des paiements et des sanctions administratives applicables aux paiements directs, le soutien au développement rural et la conditionnalité ;
- VU** le règlement d'exécution (UE) n°808/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 portant modalités d'application du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement européen et du Conseil sus-visé ;
- VU** le règlement d'exécution (UE) n°809/2014 de la Commission du 17 juillet 2014 établissant les modalités d'application du règlement (UE) n°1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune ;
- VU** la décision d'exécution de la Commission européenne C(2014) 5752 du 8 août 2014 portant approbation de certains éléments de l'accord de partenariat conclu avec la France ;
- VU** la décision d'exécution de la Commission européenne C(2015) 4531 du 2 juillet 2015 portant approbation du cadre national de la France ;
- VU** la décision d'exécution de la Commission européenne C(2015) 6093 du 28 août 2015 portant approbation du programme de développement rural de la région des Pays de la Loire (France) en vue d'un soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural ;
- VU** la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 ;
- VU** le Code Rural et de la Pêche Maritime, notamment les articles D.341-7 à D. 341-19 relatifs aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et en agriculture biologique ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1511.1 et suivants, L4221-1 et suivants.
- VU** le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- VU** le décret n°2015-445 du 16 avril 2015 relatif à la mise en œuvre des programmes de développement rural pour la période 2014-2020 ;
- VU** la délibération du Conseil régional du 26 juin 2014 relative à l'organisation et au pilotage des politiques

européennes ;

- VU** la délibération du Conseil régional du 29 septembre 2014 relative à la candidature de la Région aux fonctions d'autorité de gestion des fonds européens pour la période 2014-2020 et la décision du Préfet du 14 octobre 2014 ;
- VU** la délibération du Conseil régional du 18 décembre 2015 modifiée donnant délégation du Conseil régional à la Commission permanente ;
- VU** la délibération du Conseil régional des 19 et 20 octobre 2017 donnant délégation du Conseil régional à la Présidente dans le cadre de l'attribution et la mise en œuvre des subventions liées à la gestion du FEADER ;
- VU** la consultation de la commission régionale pour l'agroenvironnement et le climat en date du 19 janvier 2018 ;
- VU** les conventions relatives à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du programme de développement rural des Pays de la Loire aux Directions départementales des territoires (et de la mer) de la région des Pays de la Loire pour la période de programmation 2014-2020 en dates du 15 et 21 septembre 2015 et du 1er, 8 et 14 octobre 2015 ;
- VU** les conventions destinées à confier la gestion administrative et la signature des décisions d'attribution des aides régionales octroyées dans le cadre du Programme de développement rural des Pays de la Loire 2014-2020 aux Directions départementales des territoires (et de la mer) des Pays de la Loire en dates du 9, 11 et 14 décembre 2015.
- VU** la demande de modification du cadre national de la France pour les MAEC soumise pour validation officielle de la Commission européenne le 27 mars 2017 ;
- VU** la délibération de la commission permanente du Conseil régional du 23 novembre 2018 approuvant le présent règlement d'intervention.

1 Préalables

Le principe de l'opération contribue à un changement de pratiques visant à améliorer le potentiel pollinisateur des abeilles domestiques par une modification des pratiques apicoles afin de mieux mettre cette activité au service de la biodiversité. Cette opération consiste à maintenir sur l'exploitation un nombre de colonies d'abeilles (ruches). Le cahier des charges porte sur la modification des pratiques apicoles pour mieux mettre cette activité au service de la biodiversité. Notamment, une partie des ruchers doit être placée dans des zones dites « intéressantes pour la biodiversité », identifiées à l'échelon régional.

Du point de vue des pratiques apicoles, le choix d'un emplacement par un apiculteur est raisonné par rapport à l'objectif visé (miellée, alimentation des abeilles, hivernage, pollinisation). Dans le cas d'une miellée, l'apiculteur tient compte de la ressource sur le territoire et ajuste la charge en colonies en fonction des conditions de cette miellée et du potentiel nectarifère du secteur.

Il convient de lier cette opération à d'autres mesures agro-environnementales et climatiques dont l'objet est de favoriser l'habitat naturel des pollinisateurs en général. Il s'agit notamment des infrastructures agro-écologiques bien gérées (l'implantation et l'entretien des haies à plusieurs strates, les bosquets, les corridors, les bandes enherbées, les bordures de champs, les éléments à flore pérenne).

2 Mesures d'amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles

En application de l'article 28 du règlement (UE) n°1305/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013, un engagement dans la mesure d'amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles peut être demandé par les exploitants agricoles de la région des Pays de la Loire.

Le cahier des charges de cette mesure figure dans la notice spécifique.

Les engagements juridiques seront pris dans la limite des crédits affectés à ces mesures.

Le présent règlement ainsi que la notice spécifique régissent les conditions d'attribution du fonds européen FEADER et des aides régionales apportées en complément au titre de la contrepartie nationale pour la mesure agroenvironnementale et climatique Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles (MAEC API) de la région Pays de la Loire - mesure 10.1

3 Conditions d'éligibilité

Seuls peuvent solliciter une aide au titre de cette mesure les demandeurs respectant l'ensemble des conditions suivantes :

- appartenir à l'une des catégories visées au I de l'article D 341-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- avoir déposé un dossier « politique agricole commune » (PAC) pour l'année courante réputé recevable comportant le formulaire de demande d'aide au titre de cette mesure.
- respecter les autres critères d'éligibilité spécifiés le cas échéant dans la notice spécifique de la mesure.

4 Engagements généraux

Par le dépôt de sa demande d'aide, le souscripteur s'engage, sous réserve que sa demande soit acceptée et validée par un engagement juridique, à compter de la date limite de déclaration des demandes d'aides PAC et pour toute la durée de son engagement :

- à respecter les exigences liées à la conditionnalité des aides ;
- à respecter le cahier des charges de la mesure choisie décrit dans la notice spécifique de la mesure ;
- à confirmer chaque année le respect des engagements dans son dossier PAC (formulaire de demande d'aide) et à fournir au service instructeur de l'aide les documents prévus dans la notice MAEC spécifique de la mesure ;
- à conserver l'ensemble des documents sur l'exploitation pendant toute la durée de l'engagement et durant quatre

ans après la fin de l'engagement ;

- à signaler au service instructeur des aides dans les quinze jours ouvrables après l'événement toute modification de la situation de son exploitation susceptible d'avoir une incidence sur l'engagement souscrit ;
- à permettre l'accès de son exploitation aux autorités en charge des contrôles et à faciliter ces contrôles.

Les obligations non respectées feront l'objet de sanctions financières suivant des modalités fixées par décret et arrêté interministériels.

5 Type de soutien, Montant et taux d'aides

L'aide est pluriannuelle et est accordée pour une durée de 5 ans. Elle est payée en €/colonie.
Le taux d'aide publique est de 100%. Le montant unitaire s'élève à 21€/an/colonie.

Les modalités de financement de la mesure agroenvironnementale et climatique Amélioration du potentiel pollinisateur des abeilles (MAEC API) de la région Pays de la Loire - mesure 10.1, sont les suivantes :

Financier	Répartition
FEADER	75 %
Région ou autres financeurs nationaux	25 %

Les modalités définitives sont arrêtées en comité des financeurs au regard des besoins et des disponibilités budgétaires de la campagne.

Le montant de votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention de la Région ou des financeurs nationaux.

En cas de demande supérieure aux disponibilités budgétaires de la Région ou des financeurs nationaux, le montant plafond de la part nationale pourra être revu à la baisse après avis de la Commission Régionale Agroenvironnementale et Climatique (CRAEC) et décision des financeurs impliqués.

Eléments de cadrage régional relatif à l'augmentation de demande d'engagement :

En cas d'augmentation du nombre de colonies en cours d'engagement, par rapport à la demande initiale, hors cas de cession-reprise, deux cas de figure sont à distinguer :

Augmentation du nombre de colonies engagées (ou ruches) < 25 % par rapport à la demande initiale

Le bénéficiaire n'a pas la possibilité d'engager de nouvelles colonies dans la mesure API. La demande d'aide ne peut excéder le nombre de ruches engagées en première année.

Augmentation du nombre de colonies engagées \geq 25 % par rapport à la demande initiale

Lorsque l'augmentation de la demande est supérieure ou égale à 25 % au nombre de colonies initialement engagées, le bénéficiaire a la possibilité de présenter, une seule fois au cours de la programmation 2014-2020, une nouvelle demande pour 5 ans sur la totalité des colonies faisant l'objet de la demande, sous réserve de répondre aux 2 conditions cumulatives suivantes :

- être installés depuis moins de 3 ans à la date du premier engagement et
- avoir prévu cet accroissement dans le cadre du Projet d'entreprise (PE) pour les bénéficiaires de la Dotation jeunes agriculteurs ou dans un document équivalent pour les autres.

La demande sera alors soumise à l'accord de l'autorité de gestion et des financeurs, au regard des besoins et des disponibilités budgétaires de la campagne, dans le respect des règles liées au plafonnement, aux critères d'éligibilité et d'entrée. Leur décision sera rendue en comité des financeurs de la Commission régionale pour l'agro-environnement et le climat (CRAEC).

Ces dispositions s'appliquent à partir de la campagne 2016.

6 Bénéficiaires

Personne physique ou morale exerçant une activité agricole au sens du I de l'article D 341-8 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

7 Coûts admissibles

Les engagements à respecter par le bénéficiaire et générant des surcoûts et des manques à gagner éligibles à l'opération sont décrits dans la notice MAEC spécifique de la mesure.

8 Processus décisionnel

Les demandes sont déposées à la direction départementale des territoires (et de la mer) du département du siège d'exploitation, avant la date limite de dépôt des dossiers de demande d'aides à la politique agricole commune (PAC).

La direction départementale des territoires (et de la mer) réalise l'instruction des demandes et l'engagement des crédits du FEADER et de la part régionale.

Les notifications des aides accordées au titre du FEADER et de l'aide régionale sont adressées aux bénéficiaires par les DDT (Direction Départementale des Territoires) pour le compte de la Région des Pays de la Loire, autorité de gestion du FEADER et cofinanceur.

9 Lien vers d'autres actes législatifs

Les éléments de la ligne de base sont définis en conformité avec les exigences établies en vertu de l'article 93 du règlement (UE) n°1306/2013 et de l'article 4.1.c points ii) et iii) du règlement (UE) n°1307/2013.

Afin d'exclure tout double paiement, les pratiques visées à l'article 43 du règlement (UE) n°1307/2013 sont prises en compte dans le calcul des surcoûts et manques à gagner.